



Rapport du Groupe interparlementaire Canada-Japon

Visite annuelle des coprésidents au Japon

Hiroshima et Tokyo (Japon)

Du 11 au 15 février 2020

Rapport

Aperçu

Du 11 au 15 février 2020, les coprésidents du Groupe interparlementaire Canada-Japon (CAJP ou « l'association ») ont rendu leur visite annuelle au Japon. Le programme officiel comprenait des rencontres à Hiroshima, à Miyajima et à Tokyo. Les coprésidents, l'honorable Jim Munson, sénateur, et M. Terry Sheehan, député, étaient accompagnés à partir d'Ottawa de Jessica Kulka, secrétaire de l'association, et de fonctionnaires de l'ambassade du Canada à Tokyo.

Le CAJP a pour objectif principal de promouvoir les échanges entre parlementaires japonais et canadiens, de proposer des initiatives susceptibles de mieux faire comprendre les problèmes bilatéraux et multilatéraux et de faciliter la coopération entre les deux pays dans tous les domaines de l'activité humaine.

Les principaux objectifs de la visite étaient les suivants :

- inviter personnellement les membres de la Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada (LADCJ) à venir au Canada pour la 22^e réunion bilatérale;
- consolider les liens entre le CAJP et la LADCJ;
- explorer les priorités et les intérêts communs avec les parlementaires du Japon;
- déterminer les domaines potentiels d'amélioration de la coopération, du commerce, des échanges scientifiques et des liens entre les Japonais et les Canadiens;
- accroître la visibilité du Canada à Tokyo et dans la préfecture d'Hiroshima en nouant le dialogue avec les politiciens, les intervenants locaux et les entrepreneurs.

Réunions avec les membres de la Ligue d'amitié de la Diète

Le 13 février 2020, les coprésidents rencontrent les membres de la Ligue d'amitié des parlementaires de la Diète Japon-Canada. Lors des visites précédentes, les réunions se limitaient en général aux membres de l'exécutif. La présente réunion, qui était ouverte à l'ensemble des membres de la LADCJ, a lieu deux semaines après leur première assemblée générale en plus de deux ans et peut être le signe d'un renouveau d'intérêt. Au total, quinze membres et neuf secrétaires ont confirmé leur présence. Parmi les membres de l'exécutif, il y avait entre autres M. ETO Seishiro, président, M^{me} TSUCHIYA Shinako, vice-présidente et secrétaire en chef, et M. NAKAGAWA Masaharu, vice-président et secrétaire général.

M. ETO commence par des commentaires sur l'engagement commun du Japon et du Canada à entretenir des relations et à les intensifier. Il évoque les récentes activités qui les ont rapprochés, notamment le bateau de croisière que l'on a mis en quarantaine à

Yokohama pour tenter d'atténuer la propagation de la COVID-19, les joueurs de rugby canadiens qui se sont portés volontaires pour aider aux efforts de nettoyage à Kamaishi à la suite des destructions causées par le typhon Hagibis, et la rencontre des premiers ministres Trudeau et ABE en avril 2019.

Dans leurs réponses, les coprésidents soulignent la coopération et la collaboration entre le Canada et le Japon dans les secteurs de la paix et de la sécurité, du commerce, de l'industrie et du tourisme. Le sénateur Munson fait en outre valoir que ces efforts tissent des liens qui favorisent la circulation des personnes et des idées entre les deux pays. M. Sheehan résume les activités récentes du CAJP, notamment la rencontre tenue à Ottawa à l'automne 2019 avec les membres du Conseil de surveillance et d'examen des secrets spéciaux du Parlement japonais. Les deux coprésidents mentionnent leurs expériences au Japon à ce jour, en particulier l'incidence de leur visite à Hiroshima et l'espoir ranimé qu'ont les futures générations de Canadiens et de Japonais de travailler ensemble dans un monde de paix.

Les membres de la LADCJ peuvent ensuite poser des questions. Si certaines questions sont légères et portent sur l'intérêt envers la musique canadienne, le thème récurrent est la volonté de combler le fossé entre les sexes et de dire que le Canada est un exemple positif. De nombreux membres de la Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada qui sont présents précisent être également membres de la Ligue pour la promotion de l'égalité des sexes dans l'arène politique.

Les discussions avec les membres du bureau, M. ETO, M^{me} TSUCHIYA et M. NAKAGAWA, se renouvellent lors d'un déjeuner qui se tient peu après. M. KANDA Nobuhiro, assistant de M. ETO, et M. SASAKI Taro, assistant de M^{me} TSUCHIYA, y sont également présents.

Pour ranimer la conversation à partir d'un commentaire formulé par le sénateur Munson lors de la rencontre précédente sur la nécessité pour les sénateurs canadiens de prendre leur retraite à 75 ans, M. ETO explique qu'au Japon, il n'existe pas de limite d'âge de ce type. M. ETO précise qu'il a 78 ans et qu'il est parlementaire depuis 42 ans. La conversation dévie ensuite vers le système politique japonais et les changements qui ont résulté de l'adoption des sièges à la proportionnelle il y a 25 ans. La sécurité sociale et sa relation avec la santé fiscale du Japon sont ensuite abordées. Le gouvernement a récemment porté les taxes à la consommation à 10 %, mais, dans des rapports récents, suggère de les porter à 15 % afin d'éviter l'effondrement du système fiscal japonais. La conversation est ensuite relancée sur les lacunes de la main-d'œuvre et les changements qui en découlent pour les politiques d'immigration et la tentative d'accroître le taux d'emploi des femmes. Les discussions permettent également aux participants de comparer et de mettre en perspective l'utilisation du salaire minimum par le Canada et les tentatives du Japon en vue d'adopter un projet de loi similaire et le classement du Canada parmi les dix premiers pays pour le bonheur selon les Nations Unies, le Japon atteignant le 58^e rang. Les membres de l'exécutif de la LADCJ témoignent également du respect qu'ils ont pour le Canada, qui a accepté tant de réfugiés syriens. Ils tirent des enseignements du programme de réinstallation du Canada et veulent s'en servir pour créer leur propre programme d'acceptation de réfugiés. M. Munson explique que le Canada a eu recours à un parrainage gouvernemental et privé pour pouvoir accepter

autant de réfugiés et cite son expérience personnelle de parrainage d'une famille de six personnes, qu'il considère comme un investissement dans le Canada.

Lorsque les discussions dévient vers la 21^e rencontre bilatérale, les coprésidents réitèrent leur invitation à la LADCJ, et il est convenu que la Semaine de l'or, qui se déroule du 29 avril au 6 mai, offre le meilleur moment pour celle-ci, car ils ne siégeront pas, et les Olympiques ne se dérouleront pas pendant cette période au Japon. En raison des contraintes de temps, il est recommandé que toute autre ville incluse dans le programme se trouve à proximité d'Ottawa. Les coprésidents soulignent que le Parlement d'Ottawa semblera très différent de celui qu'ils ont visité pour la dernière fois en 2015 en raison des nouveaux édifices de la Chambre des communes et du Sénat.

Réunions avec les parlementaires

Les coprésidents assistent à des réunions les 13 et 14 février à Tokyo avec les chefs de plusieurs comités parlementaires et à une rencontre avec un ministre d'État. La première de ces réunions a lieu avec M. MATSUMOTO Takeaki, président du Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Sont également présents les directeurs du Comité, MM. IWAYA Takeshi, YAMAUCHI Koichi et TAKEUCHI Yuzuru, ainsi que M. KOKUTA, Keiji, membre du Comité. Au cours de cette réunion, M. MATSUMOTO vante l'aide qu'apporte le Canada pour empêcher les transbordements illégaux de navire à navire de marchandises à destination de la Corée du Nord, et demande que le pays continue à y coopérer. En guise de réponse, le sénateur Munson exprime le soutien et la coopération continus et sincères du Canada. Il fait part de son expérience personnelle en Corée du Nord ainsi que de la récente visite des coprésidents à Hiroshima et du choc de voir directement les conséquences de la guerre. On soulève également la question de l'enlèvement de douze citoyens japonais par la Corée du Nord et on demande de sensibiliser les Canadiens à cette violation des droits de la personne. Les coprésidents évoquent l'importance de créer davantage de débouchés commerciaux entre le Canada et le Japon, car chaque pays dispose de ressources dont l'autre a besoin. Ils notent également que les deux pays pourraient renforcer leur collaboration à l'égard des changements climatiques, en particulier dans l'Arctique. Tous les participants conviennent que le Canada et le Japon partagent les mêmes valeurs de liberté, d'ouverture et de démocratie et que cela facilite la coopération entre les deux pays.

Les coprésidents rencontrent ensuite M. KAMEOKA Yoshitami, ministre d'État de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie, pour discuter des préparatifs des Jeux olympiques et paralympiques de 2020. Le sénateur Munson fait remarquer que les Jeux olympiques et paralympiques semblaient profiter d'une représentation égale, d'après ce qu'il a vu jusqu'à présent. M. KAMEOKA explique que cela fait partie de la stratégie, à savoir promouvoir les deux activités à égalité à l'égard de tous les aspects. Il ajoute que les installations d'entraînement ont été construites pour accueillir les athlètes des Jeux olympiques et paralympiques, et que la société japonaise reconnaît très bien les meilleurs athlètes de ces jeux. Les deux événements sont sur un pied d'égalité, non seulement dans la publicité, mais aussi dans l'opinion du peuple japonais. M. Sheehan mentionne avoir visité les installations d'entraînement à Fukushima et en avoir été très impressionné. M. KAMEOKA décrit ensuite l'utilisation des installations d'ici la tenue des Olympiques. Il explique que les installations avaient subi

des dommages lors d'un tremblement de terre et d'un tsunami il y a neuf ans, mais ont fait l'objet d'une reconstruction et d'une réouverture. Elles sont maintenant le point de départ du relais de la flamme olympique. M. KAMEOKA ajoute que le Japon espère montrer au monde entier la reconstruction en cours à Fukushima. Le sénateur Munson demande également à M. KAMEOKA de décrire en détail le programme des villes hôtes. M. KAMEOKA explique que, grâce au système des villes hôtes, les municipalités sont en mesure de choisir les pays partenaires et d'accepter les athlètes olympiques et paralympiques du Japon. Les responsables des municipalités doivent aider les athlètes et faciliter leur acclimatation. Selon ce scénario, la relation est entre la municipalité et le pays plutôt qu'entre les États. À ce jour, les responsables de six villes ont accepté d'accueillir des athlètes canadiens, dont Misawa, Suzuka, Kobe, Miyazaki et Kuratsu. M. KAMEOKA souligne que les Canadiens seront reçus par l'un des plus grands nombres de villes. Il parle également de certains des accommodements ménagés dans le cadre d'un mouvement vers une société plus inclusive, comme l'engagement pris l'année dernière au sujet d'un budget national alloué pour la distribution de livres en braille aux quatre coins du Japon. Les coprésidents racontent à M. KAMEOKA l'histoire de la sénatrice Chantal Petitclerc, elle-même athlète paralympique, de la sénatrice Joyce Fairbairn, responsable de la création du mouvement paralympique au Canada, et de la députée Carla Qualtrough, ancienne athlète paralympique. Les coprésidents témoignent également de l'enthousiasme du Canada pour ces deux événements et de leur désir d'envoyer des délégations pour démontrer son soutien.

Le lendemain, les rencontres avec les présidents des comités reprennent, et les coprésidents rencontrent d'abord M. MORIYAMA, président du Comité de la santé, du travail et du bien-être de la Chambre des représentants. Les participants entament la discussion par une explication de la manière dont leurs pays respectifs améliorent l'accessibilité et travaillent à la création d'une société exempte de barrières. M. MORIYAMA déclare aux coprésidents qu'il déploie des efforts dans ce sens depuis plus de 20 ans. Il fait mention d'un changement important qui s'est produit au Japon depuis ses débuts, c'est-à-dire l'installation d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques. En février 1999, il n'y avait pas d'ascenseur à la gare de Tokyo, le nœud ferroviaire central, et aujourd'hui, les ascenseurs et les escaliers mécaniques sont très courants. M. MORIYAMA mentionne que les plus grands changements au Japon sont apportés dans le secteur des transports, et qu'il s'agit maintenant d'un pays de premier plan à cet égard. Il poursuit en expliquant que le Japon doit maintenant s'efforcer de supprimer les obstacles dans d'autres secteurs. Le sénateur Munson parle des changements récents qui ont eu lieu au Canada en raison de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, présentée dernièrement. M. MORIYAMA explique que des lois sont également élaborées au Japon pour accroître l'accessibilité, et que les Jeux olympiques et paralympiques ont précipité ces changements. En décembre 2018, on a décrété une loi visant à accélérer la mise en place d'une société universelle, et, cette année, le Cabinet a révisé la *Loi sur l'accessibilité*. Le sénateur Munson demande qu'on lui transmette un exemplaire de la *Loi*. Les discussions portent également sur les pratiques d'embauche des personnes handicapées, l'amélioration de l'accessibilité dans les villes hôtes des Jeux olympiques et paralympiques, la réforme du mode de travail dans les petites entreprises et le salaire minimum. La conversation s'enchaîne ensuite sur le vieillissement de la population japonaise et la baisse du taux de natalité. Au Japon, le taux de natalité est actuellement

le tiers de ce qu'il était auparavant. Le Japon est confronté à la question de savoir comment maintenir les programmes de santé, les pensions et les autres services avec une population vieillissante. Certaines stratégies mises en œuvre jusqu'à présent ont consisté à augmenter le nombre de garderies afin que davantage de femmes puissent rejoindre la population active et à encourager les personnes âgées à continuer à travailler plus longtemps. L'âge de la retraite est de 60 ans, mais l'espérance de vie moyenne est supérieure à 80 ans. La pension pourrait être modifiée pour commencer à 65 ans ou plus afin de permettre d'aider les gens à rester sur le marché du travail. En réponse à une question du sénateur Munson sur l'existence d'un programme d'aide aux frais de garde d'enfants au Japon, M. MORIYAMA indique qu'un tel programme vient d'être lancé, en octobre 2019. Il explique ensuite que tant les hommes que les femmes sont désormais encouragés à prendre un congé parental, et que l'actuel ministre de l'Environnement a récemment annoncé qu'il prendrait lui-même ce congé, ce qui devrait avoir une incidence sur les Japonais. La tradition au Japon veut que l'homme travaille et que la femme fasse tout dans la maison. Il est donc important de faire évoluer les mentalités, car cela permettra d'avoir une présence plus importante des femmes au sein de la population active. M. Sheehan parle des stratégies mises en place au Canada, notamment de l'Allocation canadienne pour enfants.

Les coprésidents rencontrent ensuite MM. NISHIME Kozaburo, président, NAGASHIMA Akihisa, directeur, et OGUMA Shinji, directeur du Comité de la paix et de la sécurité de la Chambre des représentants. M. Sheehan entame la conversation en soulignant l'importance de la paix et de la sécurité pour le sénateur Munson et lui-même, ainsi que la fierté que suscite la relation entre le Japon et le Canada. Il explique ensuite que le Canada compte sur le Japon pour être un chef de file en Asie et un partenaire du Canada. La discussion porte ensuite sur les travaux du comité, qui est en train d'examiner la question de l'envoi de troupes au Moyen-Orient. Elle rebondit également sur les relations du Japon avec les pays voisins (Taïwan, la Chine et la Corée du Nord). Au cours de la discussion sur la situation avec la Corée du Nord, M. NAGASHIMA exprime des préoccupations liées à leur poursuite de la fabrication d'armes nucléaires. Il explique que la Corée du Nord a commencé à créer des armes nucléaires de style russe, qui ont des schémas d'atterrissage irréguliers et qui sont plus difficiles à suivre et à contre-attaquer. Le Japon coopère avec les États-Unis sur cette question, mais le nouveau type de missiles donne une nouvelle dimension à la question. À partir de là, la discussion porte sur la relation entre le Japon et les États-Unis et sur leur alliance en matière de sécurité comme fondement de cette relation. M. OGUMA déclare que le Japon ne peut prendre parti pour les États-Unis ou pour la Chine. Il poursuit en évoquant la nécessité d'une collaboration entre les nations qui partagent les mêmes idées et qui ne se rangent pas du côté des États-Unis ou de la Chine pour apaiser les tensions. On engage également des discussions à l'égard des préparatifs visant à assurer la sécurité aux Jeux olympiques et paralympiques, de la coopération entre le Japon et le Canada dans le domaine de la paix et de la sécurité, du transbordement illégal en mer et de la participation au dernier Forum parlementaire Asie-Pacifique. M. Sheehan demande aux membres du Comité ce qu'ils aimeraient que les coprésidents rapportent au Parlement en ce qui concerne les moyens de collaboration entre le Canada et le Japon. M. NAGASHIMA répond en saluant d'abord la coopération qui existe déjà entre le Canada et le Japon pour ce qui est de contrer le transbordement illégal en mer et en disant que cette coopération devrait se

poursuivre. Il évoque ensuite la nécessité pour le Japon de diversifier son approvisionnement en énergie, et espère que davantage d'énergie pourra provenir du Canada. Il partage également l'espoir que le Japon obtienne un engagement de la part du Canada pour garantir l'ordre international et la sécurité de l'État de droit dans la mer de Chine méridionale.

Une rencontre s'ensuit avec M. KITAMURA Tsuneo, président du Comité des affaires étrangères et de la défense de la Chambre des conseillers. La discussion s'ouvre sur la célébration récente du 90^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Canada et le Japon et sur un compte rendu de certains récents échanges diplomatiques entre les deux pays. Tous les participants conviennent que ces relations de longue date reposent en partie sur les valeurs communes des deux pays, telles que la démocratie, la primauté du droit et la liberté. La discussion porte ensuite sur les travaux du Comité. On explique que l'une des principales responsabilités de ses membres est d'examiner les traités entre le Japon et d'autres pays. Ceux-ci ont donc récemment examiné les accords commerciaux entre nos deux pays de même que ceux entre le Japon et les États-Unis. En ce qui concerne la défense, on souligne que le comité se penchait sur le déploiement d'unités japonaises au Moyen-Orient. M. KITAMURA précise que le Japon est plus sensible au déploiement de troupes en raison de ce qui est écrit dans sa constitution. L'article 9 de la constitution proscrit la guerre comme moyen de régler les différends internationaux au niveau de l'État. Il explique également que, ces dernières années, les lois relatives à la sécurité ont fait l'objet de modifications pour permettre de faciliter le déploiement des troupes par rapport à avant. Cependant, il s'ensuit encore beaucoup de discussions et de débats, et le Japon est toujours soumis à des conditions. C'est pourquoi le déploiement se limite strictement à la collecte de renseignements. Perdre ne serait-ce qu'un seul militaire ébranlerait tout le gouvernement. M. Sheehan note que le premier ministre ABE a parlé de modifier l'article 9 et demande si les membres du Comité ont déjà étudié cette possibilité. M. KITAMURA précise que cela ne relève pas du mandat du Comité, et que ce dont ils discutent, c'est de savoir si le déploiement à l'étranger viole ou non la Constitution. M. KITAMURA déclare qu'il pense personnellement que le Japon devrait modifier sa constitution pour lui permettre d'apporter une plus grande contribution à la société internationale et qu'une telle modification est importante, car le Japon ne peut pas se débrouiller seul. Actuellement, lorsque des navires japonais sont attaqués, le Japon peut riposter, mais il ne peut pas faire beaucoup plus que cela. Le sénateur Munson s'interpose en soulignant que les eaux entre le Canada et le Japon sont pacifiques. Tous les participants conviennent de la possibilité d'améliorer les relations bilatérales entre les deux pays dans le secteur de l'énergie. M. Sheehan rassure M. KITAMURA à savoir que l'oléoduc Trans Mountain est en cours de construction et qu'il met à contribution les ressources du Canada, ce qui offrira au Japon davantage de possibilités de diversification et lui permettra de moins compter sur le Moyen-Orient. Les participants discutent également du rôle que les deux pays doivent jouer dans le domaine des changements climatiques, des relations actuelles du Japon avec la Corée du Sud et des mesures à prendre pour les améliorer, ainsi que de la manière dont le nombre d'immigrants chinois au Canada influe sur les relations du Canada avec la Chine. À la fin de la rencontre, M. KITAMURA mentionne l'importance pour les pays de se comprendre mutuellement et le fait que c'est un rôle que les politiciens devraient jouer pour créer de nouvelles possibilités de renforcer leurs relations.

La réunion suivante a lieu avec M. ISOZAKI Tetsuji, président du Comité de l'économie, du commerce et de l'industrie de la Chambre des conseillers. Après des remarques d'ouverture sur les relations étroites entre le Canada et le Japon et leurs points communs, la discussion débute, portant sur le Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). M. Sheehan raconte comment les deux Chambres ont ratifié rapidement le PTPGP parce que le Canada a reconnu l'importance d'être l'un des premiers à adhérer à l'Accord. Il poursuit en expliquant qu'au sein du Comité permanent du commerce international, il a entendu de nombreux témoignages sur la façon dont cet accord avantagerait considérablement tous les signataires. Le sénateur Munson ajoute que l'on a déjà constaté une augmentation de 67 % des exportations de porc du côté canadien. M. ISOZAKI répond que le Japon doit compter sur les importations, car il ne dispose pas de beaucoup de ressources. Le Japon a donc toujours jugé que cet accord commercial était absolument nécessaire. Il fait ensuite remarquer qu'il y avait de la résistance au début, mais qu'avec les avantages que l'on en retire, comme le fait que le porc canadien est maintenant vendu à un prix très abordable, la résistance s'effrite et continuera d'aller dans ce sens. Toutefois, M. ISOZAKI déclare également qu'il est encore trop tôt pour que l'on en voie les répercussions concrètes au Japon. Il souligne que le ralentissement de l'économie mondiale ainsi que la relation entre les États-Unis et la Chine en sont en partie responsables. Il note qu'au niveau du Comité, il faut discuter davantage de l'Accord et de la manière dont les entreprises japonaises peuvent en profiter pleinement. M. ISOZAKI explique brièvement d'autres points sur lesquels travaille le comité, tels que l'incidence de la récente augmentation des taxes sur l'économie japonaise, l'enquête sur les mesures législatives concernant les informations, y compris les mégadonnées, et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). M. Sheehan fait remarquer que le Comité permanent du commerce international entreprend également une étude de l'ALENA et que le Canada a pour objectif de le ratifier rapidement. Il explique également que le gouvernement du Canada a déclaré qu'il ne le ratifierait pas tant que les États-Unis n'auraient pas levé leurs droits de douane sur l'acier et l'aluminium, et que, comme ces droits ont maintenant été levés, les deux Chambres le ratifieront rapidement. M. Sheehan demande ensuite à M. ISOZAKI comment avancent les négociations commerciales avec les États-Unis. M. ISOZAKI répond que les membres du Comité ont discuté de l'accord commercial entre le Japon et les États-Unis l'année dernière et que cet accord a ensuite été approuvé. Il indique que certains éléments, comme l'agriculture en particulier, ont été négociés sur la base des mêmes taux que ceux du PTPGP. Il note également qu'il subsiste encore des difficultés majeures liées aux pièces automobiles, et qu'il n'y a pas encore eu de négociations pour ce secteur. Il explique en outre que le gouvernement du Japon continuera à négocier avec celui des États-Unis sur ce front pour voir si les droits de douane seront levés ou s'ils dépendront du nombre. La conversation porte ensuite sur la hausse du nombre d'entreprises japonaises en exploitation au Canada, les étudiants japonais au Canada et la construction de réseau de Trans Mountain. Pour terminer la discussion, les participants acquiescent de l'importance de promouvoir les échanges entre les deux pays.

La dernière rencontre avec les représentants des comités a lieu avec MM. TOMITA Shigeyuki, président, SUZUKI Jyunji, directeur, et YAMAOKA Tatsumaru, directeur du Comité de l'économie, du commerce et de l'industrie de la Chambre des représentants. En guise d'ouverture, M. TOMITA présente les directeurs et explique le travail des

membres du Comité, qui étudient un large éventail de politiques, notamment les politiques sur l'énergie, la propriété intellectuelle et les brevets, ainsi que sur le commerce. L'année dernière, note-t-il, le comité a promulgué avec succès la Loi sur la transformation numérique, qui réforme la gestion numérique des entreprises japonaises. Il parle également des études entreprises par les membres du Comité, notamment l'étude du budget pour l'année prochaine et la manière dont cela permettra au gouvernement d'appuyer les petites et moyennes entreprises (PME). Après un survol d'autres études récemment entreprises par le comité, la discussion se tourne vers le PTPGP. M. TOMITA fait remarquer que le Japon a connu une augmentation du nombre de produits agricoles en provenance des pays signataires de l'Accord, et que cela démontre ses effets. En particulier, poursuit-il, les importations de bœuf canadien ont doublé depuis la diminution des droits de douane. Pour conclure, il déclare que le Japon s'attend à ce que cela rende ses relations avec le Canada plus solides et réciproques. M. Sheehan informe les membres du Comité des progrès réalisés à l'égard de l'oléoduc de Trans Mountain. Lorsque M. Tomita lui demande de donner des précisions, M. Sheehan explique que la majeure partie du pétrole et du gaz en provenance du Canada passe actuellement par les États-Unis, et que le nouvel oléoduc ira de l'Alberta et de la Saskatchewan jusqu'à la côte, ce qui est une bonne nouvelle pour le Canada et le Japon, puisque les deux pays sont séparés par des eaux pacifiques. Le sénateur Munson demande ensuite quelles sont les répercussions du coronavirus¹ sur l'économie japonaise. M. YAMAOKA informe les coprésidents que, bien que le virus risque de se propager encore plus loin, il a déjà eu un effet sur la chaîne d'approvisionnement. Cela s'est surtout manifesté dans le secteur manufacturier qui a été fermé dans certaines régions de Chine. Un autre résultat est la baisse du niveau de consommation et du tourisme, qui touche durement les petites et moyennes entreprises. La conversation porte ensuite sur le tourisme, les changements climatiques et la manière dont le Canada et le Japon pourraient tirer profit d'un partage des connaissances dans l'étude des brevets et de la propriété intellectuelle.

Séances d'information de l'ambassade du Canada à Tokyo et des universités locales

La partie de la visite à Tokyo commence par une séance d'information de l'ambassadeur du Canada au Japon, M. Ian Burney, et des membres de son personnel le 13 février. M. Burney donne un aperçu du paysage politique actuel au Japon ainsi que des détails sur les grands sujets d'intérêt. Les effets du coronavirus sur le Japon et le statut du navire de croisière *Diamond Princess*, qui compte 255 Canadiens à bord et est amarré à Yokohama en état de quarantaine parce que des passagers à bord ont contracté le virus, sont particulièrement préoccupants. Le statut du bateau de croisière *Westerdam*, qui n'a pas encore trouvé de port d'amarrage et qui compte 271 Canadiens à son bord, fait également l'objet de discussions. M. Burney informe ensuite les coprésidents de l'état actuel des affaires politiques japonaises, des tendances du commerce et de l'économie, y compris les effets du PTPGP et les détails des nouvelles entreprises japonaises en exploitation au Canada, des perspectives actuelles des relations du Japon avec d'autres pays, dont les États-Unis, la Corée du Sud et la Chine, du tableau plus large des relations Canada-Japon, ainsi que des résultats des tendances démographiques au Japon. Les

¹ À la suite de cette visite, le coronavirus s'est fait connaître sous l'appellation de COVID 19.

coprésidents informent à leur tour l'ambassadeur des efforts que l'on déploie pour encourager les membres de la LADCJ à venir au Canada en 2020 pour y tenir la 21^e réunion bilatérale et de la rencontre des membres du GICJ à Ottawa avec ceux du Conseil de surveillance et d'examen des secrets spéciaux du Parlement japonais.

Le 13 février, les coprésidents assistent également à trois séances d'information consécutives organisées par le personnel des ambassades et portant sur des sujets susceptibles de poindre lors de rencontres pendant le programme. La première de ces rencontres est une séance d'information sur les préparatifs des Jeux olympiques et paralympiques de 2020 ainsi que sur la défense des droits des personnes handicapées au Canada. M^{me} Christine Callahan, deuxième secrétaire de la Section des affaires publiques, préside la séance d'information. Elle explique la campagne publicitaire visant à promouvoir les Jeux olympiques et paralympiques avec la même importance, l'utilisation des villes hôtes dans tout le pays pour l'hébergement, le soutien des athlètes, et la campagne « Beyond 2020 », qui permettra de tirer parti de l'événement afin de créer des liens au-delà de Tokyo et du sport. Elle note qu'au Japon, la responsabilité de créer des environnements accessibles est celle de la municipalité et qu'une présentation des idées de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* a donc été donnée à un réseau de municipalités. M^{me} Callahan transmet également le souhait de l'Ambassade de voir des maisons d'accueil hébergées au sein de l'ambassade canadienne. À la fin de la séance d'information, les coprésidents demandent s'il y a des problèmes de sécurité et si le coronavirus a eu des répercussions sur la planification. M^{me} Callahan répond qu'il n'y a pas de problèmes de sécurité particuliers et que le coronavirus n'a pas eu d'incidence sur l'état des préparatifs.

MM. David Bostwick et Ian Metcalf, représentants de la Section commerciale, animent la deuxième séance d'information, qui porte sur les efforts de promotion commerciale déployés par le Canada au Japon. Ils indiquent que le PTPGP donne les résultats escomptés. Les exportations sont en hausse, et le bœuf, par exemple, a connu une augmentation de 67 %. L'accord commercial permet également de mieux faire connaître le Canada au Japon, ce qui est bénéfique, puisque les Japonais sont très fidèles. Le PTPGP contribue également à rapprocher le Canada et le Japon, les deux plus grandes économies à avoir signé le traité. Cet accord se démarque des échanges commerciaux entre le Japon et les États-Unis. Le Japon a signé un traité distinct avec les États-Unis, avec des droits de douane équivalant à ceux convenus dans le cadre du PTPGP, mais ne portant actuellement que sur 20 % des biens. La séance d'information porte ensuite sur l'industrie japonaise au Canada et sur la diminution du délai pour qu'une entreprise s'implante au Canada. Ce délai prend maintenant des mois, et non plus des années. On aborde ensuite les importations et les exportations, notamment l'énergie, l'exploitation minière, l'industrie automobile et l'oléoduc de Trans Mountain. MM. Bostwick et Metcalf concluent en affirmant avoir le sentiment positif que la stabilité politique du Canada et son accès aux ressources naturelles en font un partenaire commercial attrayant pour le Japon. Les coprésidents posent ensuite des questions sur l'utilisation de l'aluminium et de l'acier dans l'industrie automobile japonaise et sur leurs sources d'approvisionnement, sur les débouchés du Canada dans l'industrie de la pêche et sur la manière dont les petites et moyennes entreprises peuvent tirer profit des accords commerciaux.

La troisième et dernière séance d'information du personnel de l'ambassade porte sur la coopération militaire entre le Canada et le Japon et est présentée par le capitaine Hughes Canuel, attaché militaire, qui indique qu'il y a des progrès importants du point de vue de la sécurité pour le Canada et le Japon. Le Japon a élargi son engagement pour inclure non seulement la marine, mais aussi l'armée de l'air et l'armée de terre. Le capitaine Canuel explique que, bien que le Canada n'ait pas d'accord écrit officiel avec le Japon, les récentes initiatives en matière de paix et de sécurité contribuent à intensifier la relation bilatérale entre les deux pays. Le capitaine Canuel précise également que le Japon a un seul accord écrit formel, avec les États-Unis. En ce qui concerne les relations entre le Canada et le Japon, l'opération NÉON² change la donne. Cette opération consiste à déployer des navires, des avions et du personnel pour soutenir le régime de sanctions des Nations Unies contre la Corée du Nord. Pure mission de surveillance, elle permet de recueillir des preuves de transbordements illégaux. Le capitaine Canuel explique que la présence du Canada dans la région est un engagement manifeste en faveur d'une présence vraisemblable et durable et que cette présence a fait une impression positive sur les Japonais. Il note également que le Canada et le Japon ont rédigé en 2019 un accord sur l'acquisition et le soutien mutuel, et que ce premier accord écrit pour l'échange de biens militaires est un premier pas vers des engagements plus profonds et plus intenses. Le prochain accord qui pourrait voir le jour entre les deux pays serait une entente d'échange de renseignements. La toute première déclaration commune au niveau ministériel visant à confirmer l'engagement des deux pays à raffermir la coopération en matière de défense et à la faire passer à un niveau supérieur a également eu lieu en 2019. Parmi les questions, le sénateur Munson demande des recommandations sur les unités canadiennes qui pourraient être présentées aux Japonais lors de la prochaine rencontre bilatérale organisée au Canada. M. Sheehan demande comment l'article 9 de la constitution japonaise avait influé sur les dernières initiatives de paix et de sécurité du Japon.

Le 14 février, les coprésidents rencontrent Benoit Hardy-Chartrand, professeur adjoint à l'Université Temple, au Japon, pour discuter du contexte de la sécurité régionale. Le professeur Hardy-Chartrand donne aux présidents un aperçu des quatre principales relations bilatérales en ce qui concerne les répercussions sur celle-ci. Il commence par détailler la plus importante de ces relations bilatérales, celle entre le Japon et la Chine. Il explique que, bien qu'il y ait une tendance, depuis 2018, vers le rétablissement des relations, y compris des discussions sur une réunion au sommet entre les deux pays, des questions sous-jacentes telles que celle des îles Senkaku demeurent non résolues. Il décrit ensuite la relation entre le Japon et les États-Unis. Il donne des exemples démontrant qu'en surface, on parle beaucoup de la profondeur de cette relation, mais que, sous la surface, il subsiste un doute. Il explique ensuite que la relation bilatérale entre le Japon et la Corée du Sud étaient les plus vexantes, car ces deux pays ont toutes les raisons d'être des alliés. En outre, en ce qui concerne la surveillance de la Corée du Nord et la liberté des voies maritimes océaniques, ces deux pays comptent et il est troublant qu'ils ne travaillent pas ensemble. Il note également que le Canada a exprimé aux deux parties des préoccupations concernant cette relation, mais que cette intervention n'a pas eu de répercussions. La dernière relation que le professeur Hardy-

² Cette initiative relevait auparavant de l'Op PROJECTION Asie-Pacifique.

Chartrand décrit en détail est celle de la Corée du Nord et du Japon. Il souligne qu'il y a eu une vague d'activités diplomatiques en 2018 et que, depuis lors, les autorités japonaises ont réitéré leur volonté de rencontrer celles de la Corée du Nord, mais que ces dernières leur ont réservé un accueil froid. En attendant, la Corée du Nord continue de tester des missiles à courte et à moyenne portée dans la région. Les discussions portent également sur les menaces de la Chine et de la Corée du Nord en matière de cybersécurité, sur l'initiative « Made in China 2025 », visant à faire de la Chine un chef de file dans le domaine des technologies de pointe, sur l'incapacité des responsables des Jeux olympiques de 2020 de fournir un lieu de rencontre entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, comme ils l'ont fait lors des Jeux olympiques précédents, ainsi que sur la manière dont le coronavirus a sapé la crédibilité et la légitimité du parti communiste en Chine.

Visite d'Hiroshima et de Miyajima

Les coprésidents sont allés à des réunions dans la préfecture d'Hiroshima les 11 et 12 février. Après leur visite annuelle en 2019 dans le Nord du Japon, les coprésidents ont choisi de se rendre dans le Sud du Japon en 2020. Hiroshima et l'île voisine de Miyajima ont été choisies parce que l'année 2020 marquera le 75^e anniversaire du bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, qu'Hiroshima est une ville sœur de Montréal, et qu'elle est également le siège de l'Association Hiroshima Canada.

Les coprésidents commencent le programme dans la préfecture d'Hiroshima par une visite de l'île de Miyajima et des sites de la ville d'Hiroshima liés au largage de la bombe atomique. M. TANAKA Katsukuni, conseiller de l'Association canadienne d'Hiroshima, et M^{me} FURUTANI Akiko, présidente de l'Association des guides et interprètes d'Hiroshima, tiennent lieu de guides pour cette partie du programme. Ils familiarisent les coprésidents à la culture et à l'histoire locales, expliquent la cérémonie religieuse traditionnelle shintoïste qui se déroule au sanctuaire d'Itsukushima pour marquer la journée nationale de la fondation du Japon, et discutent des liens entre le Canada et la préfecture d'Hiroshima. Tout au long de la conversation, on évoque le désir de paix et de désarmement nucléaire. M. TANAKA et M^{me} FURUTANI racontent tous deux l'histoire personnelle de leur lien avec le bombardement d'Hiroshima ainsi que des conséquences que celui-ci a eues et a toujours sur leur vie. Les discussions portent également sur les différences entre les campagnes électorales du Canada et du Japon, sur les problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontées les villes japonaises plus rurales, notamment les récentes répercussions du coronavirus, sur la relation entre Montréal et Hiroshima en tant que villes sœurs, et sur l'incidence d'une dévastation sur une société. Les coprésidents notent que Miyajima serait un excellent site à envisager pour les futures réunions bilatérales du CAJP, notamment comme première étape afin de donner le ton du programme.

La rencontre suivante a lieu avec M. Scott McKeeman, secrétaire général de l'Association Hiroshima Canada, à Hiroshima, capitale de la préfecture d'Hiroshima. M. McKeeman commence par parler aux coprésidents de l'Association Hiroshima Canada. Il fait remarquer que M. TANAKA en a été le premier secrétaire général et qu'il a ensuite pris la relève. Il explique que l'Association compte environ 300 membres, chacun d'entre eux ayant un lien avec le Canada et bénéficiant des possibilités de réseautage commercial

qu'elle offre. La conversation subséquente se concentre beaucoup sur la comparaison des initiatives de transport au Japon et au Canada, y compris l'exploitation des transports en commun, l'accessibilité et l'utilisation de véhicules hybrides ou entièrement électriques. Les discussions portent également sur l'incidence du vieillissement de la population japonaise sur la société et les ressources humaines, l'environnement et les changements climatiques en tant que question d'intérêt commun entre les deux pays et sur une comparaison des récentes initiatives pour l'accessibilité au Japon et au Canada.

Le lendemain, les coprésidents commencent le programme à l'hôtel de ville d'Hiroshima pour y rencontrer le maire de la ville, M. MATSUI Kazumi. M. MATSUI formule d'abord des remarques formelles dans lesquelles il dit espérer que les coprésidents ressentent l'esprit d'Hiroshima et le désir d'abolir les armes nucléaires afin que plus personne ne connaisse jamais une telle dévastation. Au cours de la discussion, qui porte principalement sur l'importance du désarmement et de la non-prolifération des armes nucléaires, sur le programme des Maires pour la paix et sur les relations entre Hiroshima et Montréal, qui durent depuis 22 ans, M. MATSUI demande aux coprésidents de lui accorder trois faveurs, soit encourager les athlètes olympiques et paralympiques canadiens à se rendre à Hiroshima pour s'informer sur le largage de la bombe atomique, inviter également un plus grand nombre de dignitaires à venir à Hiroshima, y compris le premier ministre Trudeau, et faire connaître le programme des Maires pour la paix afin que d'autres villes viennent s'ajouter à la liste des 109 villes canadiennes qui l'ont déjà signé. Le sénateur Munson et M. Sheehan assurent tous deux à M. MATSUI qu'ils transmettront son invitation au premier ministre Trudeau et à d'autres parlementaires, y compris ceux ayant des liens avec les Jeux olympiques, afin qu'ils puissent ensuite la transmettre à leur tour aux athlètes mêmes. En outre, M. Sheehan, qui, au cours de la discussion, fait part de son expérience en tant que membre du conseil municipal de Sault Ste Marie lors du vote de la résolution visant à demander au maire de participer au programme des Maires pour la paix, informe M. MATSUI que le sénateur Munson et lui écriront à la Fédération canadienne des municipalités, dont tous les maires sont membres, pour encourager tous ceux qui ne sont pas encore membres du programme à s'y joindre.

Les coprésidents se rendent ensuite au Musée commémoratif de la paix d'Hiroshima pour rencontrer le directeur adjoint du musée, M. KATO Shuichi, et pour déposer une couronne au nom du GICJ au cénotaphe des victimes de la bombe atomique (connu sous le nom de Monument commémoratif d'Hiroshima, Ville de la paix).

La dernière rencontre à Hiroshima a lieu avec M. KARITA Tomohide, consul honoraire du Canada à Hiroshima. M^{me} SUEDA Noriko, assistante de M. KARITA, et M. McKeeman y sont également présents. Dans leurs remarques d'ouverture, les coprésidents évoquent l'incidence de leur visite sur la préfecture d'Hiroshima et leur intention de partager cette histoire ainsi que le message de paix et le désir de désarmement nucléaire à leur retour au Canada. La discussion subséquente se concentre principalement sur les possibilités d'importation, d'exportation et d'investissement entre le Canada et le Japon. L'industrie des fruits de mer et le secteur de l'énergie sont évoqués comme étant des domaines importants dans lesquels ces possibilités pourraient être réalisées. Tous les participants comparent les initiatives énergétiques dans les deux pays, du niveau fédéral au niveau

municipal, ainsi que les initiatives en place pour des énergies plus vertes et des combustibles issus de la biomasse.

Respectueusement soumis,

L'hon. Jim Munson, sénateur
Coprésident
Groupe interparlementaire Canada-Japon

M. Terry Sheehan, député
Coprésident
Groupe interparlementaire Canada-Japon

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-Japon
ACTIVITÉ	Visite annuelle des coprésidents au Japon
DESTINATION	Hiroshima et Tokyo, Japon
DATES	Du 11 au 15 février 2020
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Jim Munson
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Terry Sheehan
PERSONNEL	M. Julian Walker
TRANSPORT	19 804,68 \$
HÉBERGEMENT	6 541,08 \$
HOSPITALITÉ	745,17 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	5 199,75 \$
CADEAUX OFFICIELS	1 039,09 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	3 089,48 \$
TOTAL	36 419,25 \$